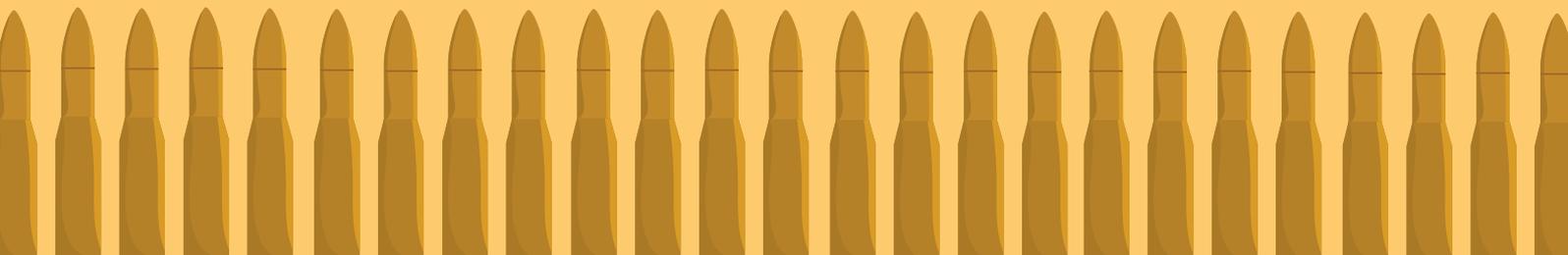


**PRINCIPAUX ENJEUX ET
PROCESSUS RELATIFS À
LA GESTION DES
MUNITIONS CLASSIQUES**
**RAPPORT DU TROISIÈME
SÉMINAIRE THÉMATIQUE**



UNIDIR





Remerciements

L'appui des principaux bailleurs de fonds de l'UNIDIR constitue la base de toutes les activités de l'Institut. Ce domaine de recherche du Programme sur les armes classiques est soutenu par les gouvernements allemand et suisse.

À propos de l'UNIDIR

L'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) est un institut autonome à financement volontaire, au sein des Nations Unies. L'UNIDIR est l'un des rares instituts de politique au monde axé sur le désarmement. Il produit des connaissances et encourage le dialogue et l'action en matière de désarmement et de sécurité. Basé à Genève, l'UNIDIR aide la communauté internationale à développer les idées pratiques et novatrices nécessaires pour trouver des solutions aux problèmes critiques en matière de sécurité.

Note

Les appellations utilisées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leurs auteurs. Elles ne reflètent pas nécessairement les vues ou opinions de l'Organisation des Nations Unies, de l'UNIDIR, de son personnel ou des organismes qui le parrainent.

Table des matières

Principaux constats.....	1
1 Introduction	5
2 Domaines thématiques	7
3 Conclusions du séminaire.....	25

Liste des figures

Figure 1 : Approche de la gestion du cycle de vie des munitions (GCVM) (Small Arms Survey)	8
Figure 2 : Cycle de responsabilités et d'obligations redditionnelles pour la gestion sûre et sécurisée des munitions (Conflict Armament Research).....	11
Figure 3 : Surveillance nationale de la PSSM.....	17
Figure 4 : Exemple de marquage par estampe de culot sur une munition d'arme légère en République dominicaine.....	19
Figure 5 : Exemples de munitions marquées et de marquages par estampe de culot sur des munitions d'armes légères et de petit calibre trouvées lors d'attaques terroristes au Mali.....	19
Figure 6 : Exemple de marquages laser sur une munition d'arme légère par la Police fédérale du Brésil	20
Figure 7 : Objectifs de la feuille de route sur les ALPC dans les Balkans occidentaux.....	23



MANUEL MARTINEZ MIRALLES est chercheur à l'UNIDIR dans le cadre du Programme sur les armes classiques. Il coordonne le portefeuille de recherche sur les munitions classiques. Il a rejoint l'UNIDIR après avoir travaillé pendant cinq ans sur les questions de paix et de désarmement au Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC). Il a dirigé plus de 40 initiatives de formation sur le contrôle des armes, de sensibilisation et de mise en œuvre dans 15 pays d'Amérique latine et des Caraïbes, formant plus de 300 fonctionnaires. Il fait partie du groupe d'experts qui contribuent au Projet de sensibilisation au Traité sur le commerce des armes (TCA) financé par l'Union européenne (UE) et au Mécanisme d'intervention rapide SaferGuard des Nations Unies pour la gestion des munitions. Il est titulaire d'une maîtrise en administration publique du Monterey Institute of International Studies.



HIMAYU SHIOTANI est chef de programme et point focal pour la maîtrise des armes classiques à l'UNIDIR. Il gère le Programme sur les armes classiques, qui traite des questions liées à la gestion des armes et des munitions, à l'intégration de la maîtrise des armes classiques dans la prévention et la gestion des conflits, à l'adaptation de cette maîtrise à la violence urbaine et au soutien à l'application des accords et instruments multilatéraux relatifs en la matière. Avant de travailler à l'UNIDIR, il était auparavant chercheur associé au James Martin Center for Non-Proliferation Studies à Monterey, en Californie. Il possède une maîtrise en études de politiques internationales avec une spécialisation en non-prolifération obtenue au Monterey Institute of International Studies.



JAMES BEVAN est un analyste internationalement reconnu dans les domaines des armes et des conflits. Spécialisé dans le traçage des armes et munitions illicites dans les zones de conflit, il mène depuis près de dix ans des recherches sur le terrain destinées à élaborer des politiques. Ancien chercheur principal de terrain pour le Small Arms Survey, il a également travaillé comme inspecteur des sanctions auprès des Nations Unies, et a fourni des conseils et des instructions sur les conflits armés et la prolifération illicite des armes et munitions à de nombreux gouvernements, organisations internationales et entités privées. En 2011, il a fondé *Conflict Armament Research* (CAR), une organisation qui fournit une expertise technique et un soutien aux gouvernements et aux organisations internationales dans le domaine des armes et des conflits armés. CAR intervient dans de nombreux domaines, notamment dans la recherche sur les conflits armés et le trafic d'armes sur le théâtre des opérations, dans le soutien aux groupes de surveillance des sanctions, dans les enquêtes criminelles et dans la formation sur les armes et munitions.



BOB SEDDON a passé 27 ans dans l'armée britannique où il a travaillé dans divers domaines : munitions, neutralisation des explosifs et munitions (NEM), renseignements sur les armes, projets spéciaux et nominations politiques connexes. Il a commandé un escadron NEM en Grande-Bretagne ainsi qu'un régiment régulier en Irlande du Nord et a participé à des opérations dans le monde entier. Son dernier poste au sein de l'armée était technicien principal chargé des munitions ainsi qu'autorité et inspecteur compétent de l'armée britannique chargé de l'élimination des engins explosifs improvisés, du renseignement sur les armes et de la sûreté des explosifs. Il travaille maintenant principalement dans les domaines de l'atténuation de la menace liée aux explosifs et du développement des capacités. Il est ingénieur agréé et est titulaire d'une licence en systèmes de commandement et de contrôle, de communications et d'informations ainsi que d'un master en conception de systèmes d'information, en génie des explosifs et des munitions et en études de défense.

Liste des **acronymes** et abréviations

BLP	Blue Lantern Program
CUF	Certificat d'utilisateur final
DTIM	Directives techniques internationales sur les munitions
GAM	Gestion des armes et des munitions
GCVM	Gestion du cycle de vie des munitions
GSSM	Gestion sûre et sécurisée des munitions
IIT	Instrument international de traçage
PSSM	Sécurité physique et gestion des stocks (<i>Physical Security and Stockpile Management</i>)
ALPC	Armes légères et de petit calibre
UEMS	Explosions accidentelles dans les dépôts de munitions (<i>Unplanned Explosions at Munitions Sites</i>)



Principaux constats

© UNIDIR/Manuel Martinez Miralles

Une usine de munitions au Pérou.

- Pour réduire le risque d'explosions accidentelles et de détournement de munitions classiques vers des utilisateurs non autorisés, il est nécessaire d'encourager une approche globale de la gestion sûre, sécurisée et responsable des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie. Ce dernier englobe au moins trois secteurs interdépendants :
 - l'évaluation de risques avant transfert (conditions d'exportation) ;
 - les mesures de sécurité physique et de gestion des stocks (PSSM) ; et
 - les activités de surveillance et de diagnostic (utilisation finale et utilisateur final).
- **Certains éléments, processus et pratiques pertinents au sein de chaque secteur du cycle de responsabilités et d'obligations redditionnelles méritent une concertation et une analyse plus approfondies.** La détermination de ces éléments et de la manière de les intégrer dans un système global pourrait être au centre des recherches futures et du travail du Groupe d'experts gouvernementaux en 2020. Les éléments potentiels dans chacun de ces secteurs sont :

- **Évaluations de risques avant transfert** : listes de contrôle, registres, procédures de vérification et d'authentification pour les parties impliquées dans un transfert, analyses des itinéraires, mécanismes d'échange d'informations entre les États et entre les autorités compétentes en matière de licences et les douanes, évaluation de l'utilisation finale et de l'utilisateur final, et mesures d'atténuation.
- **PSSM** : surveillance nationale, adhésion politique, plans de sécurité, contrôle du personnel, interventions en matière de sécurité physique, comptabilité, conservation des données et détermination du surplus.
- **Activités de surveillance et de diagnostic** : développement de techniques d'identification, de profilage, de traçage et d'analyse des munitions, mécanismes de collecte de données, enregistrement des informations (bases de données), échanges de pratiques, détermination de sources crédibles, fiables et délivrant l'information en temps voulu, mise en œuvre de formations en matière de traçage et de profilage, et renforcement des capacités.
- **Approche ciblée** : Bien que les stocks demeurent l'une des principales sources de risques pour la sûreté et la sécurité et que l'application des Directives techniques internationales relatives aux munitions (DTIM) reste essentielle, il est crucial de se concentrer sur la réduction des risques/menaces les plus élevés en tenant compte de la capacité de l'État concerné.
- **Les activités de surveillance et de diagnostic constituent le domaine le moins développé du cycle de gestion des munitions classiques et doivent faire l'objet d'une analyse et d'une attention plus poussées.** La surveillance doit être mise en œuvre car il s'agit d'un élément fondamental pour les activités de prévention et d'exécution, que ce soit dans le contrôle des transferts ou dans celui de la PSSM.
- **Examiner plus attentivement les aspects systémiques du contrôle des munitions**, en reconnaissant les liens entre les contrôles côté fournisseur, la gestion des stocks et le rôle crucial de la surveillance et de la notification comme moyens de promouvoir une action coordonnée aux niveaux national, régional et international. En effet, il est important de mieux comprendre les relations entre les différents secteurs. Si un secteur du cycle est défaillant, l'ensemble du système peut échouer, car il s'agit d'un système interdépendant. La réduction et l'atténuation des risques ont été un thème central des discussions sur le cycle de transfert, de constitution de stocks et de surveillance.

- **Les cadres régionaux et sous-régionaux présentent des lacunes en matière de portée et d'application, mais ils constituent une base : certains États utilisent des instruments régionaux pour déterminer les besoins nationaux en matière de gestion des munitions.** Certains États ont également eu recours à des approches régionales pour atteindre un objectif politique plus large au niveau multilatéral. Des feuilles de route complètes dans le contexte des cadres régionaux existants constituent une bonne base pour un modèle d'approche régional en matière de munitions, mais chaque sous-région devra examiner leur applicabilité compte tenu des différents contextes. Les cadres et approches régionaux pourraient faciliter la mise en place de points d'entrée au niveau politique.
- **Les relations à long terme et l'engagement national sont essentiels pour permettre le renforcement des capacités et des connaissances, notamment par la formation.** Les DTIM fournissent des directives faisant autorité ainsi qu'un soutien aux opérations de gestion des munitions. Cependant, elles ne suffisent pas à elles seules à apporter des solutions durables à la mauvaise gestion des munitions.



© UNIDIR/Manuel Martinez Miralles

Une usine de munitions au Pérou.

1 Introduction

Le présent rapport dresse les conclusions du troisième séminaire de la série de séminaires organisés en 2018 et 2019 dans le cadre du projet de l'UNIDIR intitulé « Définir et éclairer les principaux enjeux et processus relatifs à la gestion des munitions classiques ».

Ce projet vise à faciliter le dialogue et à générer des idées pour aider à définir les principaux enjeux et informer les États sur les processus pertinents en matière de gestion des munitions classiques, dans lesquels des progrès peuvent être réalisés aux niveaux national, régional et multilatéral. Les éléments et conclusions de cette série de séminaires sont adaptés à la préparation des États en vue des consultations ouvertes et informelles organisées dans le cadre de la résolution 72/55¹, ainsi qu'à d'autres initiatives pertinentes en matière de gestion des munitions classiques. Les rapports des trois séminaires de la série sont disponibles sur le site Web de l'UNIDIR en anglais, en français et en espagnol.²

¹ Assemblée générale, document des Nations Unies A/RES/72/55, 2017, http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/72/55.

² Rapport du premier séminaire thématique, <http://www.unidir.org/files/publications/pdfs/key-issues-and-processes-pertinent-to-the-management-of-conventional-ammunition-fr-745.pdf>. Rapport du deuxième séminaire thématique, <http://www.unidir.ch/files/publications/pdfs/report-from-the-second-thematic-seminar-en-804.pdf>

Ces trois rapports ont pour but d'initier les responsables gouvernementaux, les diplomates et les lecteurs sans connaissances techniques aux principaux enjeux et processus de la gestion des munitions classiques.

1.1 OBJECTIFS DU TROISIÈME SÉMINAIRE THÉMATIQUE INFORMEL

Le troisième séminaire thématique a eu lieu le 20 mai 2019 à New York.

Les praticiens et les décideurs se sont réunis pour discuter de tous les aspects de la gestion des munitions classiques et ont exploré les domaines de fond dans lesquels des progrès peuvent être réalisés. Cette réunion, qui a rassemblé des experts nationaux et régionaux en la matière, des diplomates nationaux, des représentants d'organisations internationales et des spécialistes indépendants, a permis aux participants de soulever et d'examiner des enjeux dans un cadre informel. Ce séminaire était ouvert et des invitations ont été adressées à tous les États membres. Les discussions ont complété les constats initiaux sur les principaux enjeux et processus identifiés lors des deux premiers séminaires thématiques, qui ont eu lieu en novembre 2018 et en mars 2019 à Genève. Le présent rapport ne développe pas une position particulière, mais propose plutôt une synthèse des discussions et des principaux enjeux soulevés au cours du séminaire.

Les points de vue présentés ici doivent être compris comme une contribution au dialogue international sur les mesures de contrôle des munitions classiques – un inventaire des enjeux, des initiatives, des instruments et des défis existants. Cette discussion est plus large que le cadre défini dans la résolution 72/55 de l'Assemblée générale et peut être pertinente après la finalisation de ce processus spécifique aux Nations Unies.



© Photo des NU / Sylvan Liechti

Un membre de l'équipe de l'UNMACC transporte un mortier qui sera détruit à Goma, en République démocratique du Congo

2 Domaines thématiques

2.1 CONTEXTE ET CONCLUSIONS DES PREMIER ET DEUXIÈME SÉMINAIRES

La résolution 72/55 de l'Assemblée générale souligne l'importance des « dangers posés par les explosions imprévues de sites de munitions et le détournement de matériaux issus de stocks de munitions classiques vers le marché illicite, notamment pour la fabrication d'engins explosifs improvisés ». Elle souligne que :

des explosions accidentelles de dépôts de munitions ont fait des milliers de morts et privé des populations entières de moyens de subsistance, et que le détournement des stocks de munitions a contribué à accroître l'intensité et la durée des conflits armés et à entretenir la violence armée dans le monde entier.³

³ Assemblée générale, document des Nations Unies A/RES/72/55, 2017, p. 1, http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/72/55.

Les participants aux deux séminaires thématiques ont souligné la pertinence de la résolution 72/55 et sa demande, adressée au Secrétaire général, de convoquer un groupe d'experts gouvernementaux en 2020 pour examiner les risques liés à la sûreté et à la sécurité de la gestion des munitions classiques. Au cours du troisième séminaire, l'UNIDIR a présenté les principaux éléments et conclusions issus des premier et deuxième séminaires afin d'engager la discussion et de préparer le terrain pour un examen plus approfondi.

1. Les séminaires ont identifié deux questions principales :
 - a. la **gestion des risques liés à la sûreté des munitions** afin de prévenir les explosions accidentelles dans les dépôts de munitions ; et
 - b. le **détournement de munitions vers des utilisateurs non autorisés / non voulus** comme facteur rendant possible et contribuant à l'insécurité et à l'escalade de la violence armée et des conflits.

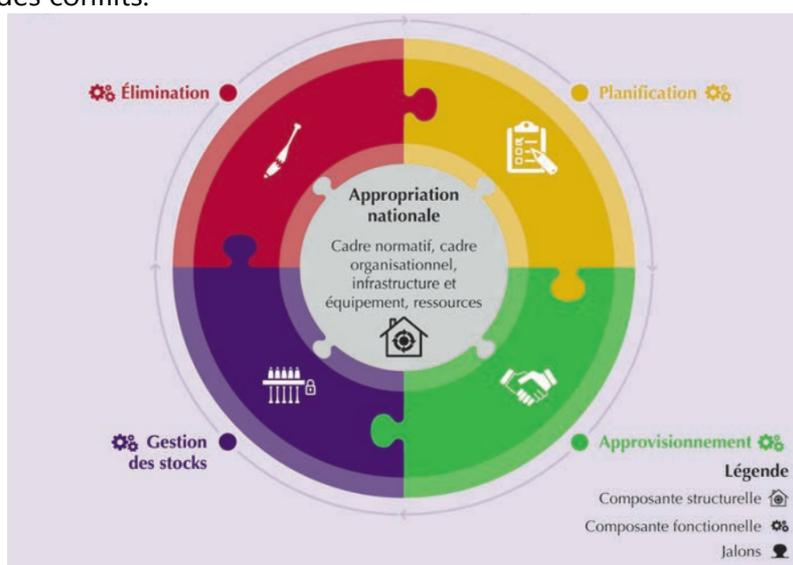


Figure 1 : Approche de la gestion du cycle de vie des munitions (GCVM) mise au point par la Small Arms Survey⁴

⁴ Carapic, Deschambault, Holtom et King, « A Practical Guide to Life-cycle Management of Ammunition », Small Arms Survey, 2018, p. 41, <http://www.smallarmssurvey.org/fileadmin/docs/Q-Handbooks/HB-05-LCMA/SAS-HB05-LCMA.pdf>

2. **Les munitions dangereuses et inutilisables présentent un risque élevé** pour la sûreté des personnes et des infrastructures critiques en raison d'explosions accidentelles.
3. **Outre le détournement de munitions à partir des stock, d'autres formes de détournement existent.** En effet, un détournement peut se produire par le biais de documents faux ou frauduleux, de courtage illicite, de re-transfert non autorisé à des utilisateurs finaux non étatiques, ou dans le contexte d'un transport, etc.
4. **Il n'existe pas de cadre international spécifique pour traiter les questions liées à la gestion des munitions classiques.** Les munitions ont été décrites comme les « orphelines » des cadres de maîtrise des armes classiques. Les experts, les praticiens et les représentants des États ont souligné que les mesures de contrôle des munitions sont présentes dans un certain nombre d'instruments internationaux et régionaux, mais qu'elles sont relativement fragmentées et de portée limitée. La résolution 72/55 de l'Assemblée générale et la demande adressée au Secrétaire général de convoquer un Groupe d'experts gouvernementaux en 2020, pourraient être l'occasion de combler cette lacune.
5. **L'absence de cadres spécifiques aux niveaux mondial, régional et sous-régional rend difficile la mobilisation de l'action politique et pose des problèmes pour la coopération et l'aide internationales.** Dans certaines régions, il existe des cadres juridiques qui englobent les munitions pour armes légères, mais leur application reste inégale et difficile.
6. **Une approche holistique visant à encourager la gestion sûre, sécuritaire et responsable des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie mérite d'être examinée plus avant ;** elle doit également comprendre des chevauchements potentiels et la relation entre l'approche de la gestion du cycle de vie des munitions (GCVN) et celles de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.
7. **Un cycle de responsabilités et d'obligations redditionnelles pour la gestion sûre et sécurisée des munitions** prend en considération et intègre l'approche GCVN et placerait la sécurité physique et la gestion des stocks (PSSM) dans un cadre plus large avec au moins trois secteurs interdépendants :
 - l'évaluation de risques avant transfert ;
 - les mesures de la PSSM ; et
 - les activités de surveillance et de diagnostic.

- 8. Les Directives techniques internationales sur les munitions (DTIM) fournissent aux États des directives techniques validées et qui font autorité.** Une utilisation généralisée des DTIM permettrait de résoudre la plupart des problèmes de sûreté des munitions auxquels sont confrontés les gouvernements, ainsi que certains des problèmes de sécurité des munitions. Les DTIM sont le principal outil permettant de soutenir la gestion sûre et sécurisée des stocks de munitions classiques, mais si elles sont appliquées de manière isolée, elles ne couvriront pas l'ensemble des aspects liés à la sûreté et à la sécurité des munitions classiques, incluant les différentes sources de détournement de munitions, qui résultent d'un certain nombre de faiblesses le long de la chaîne d'approvisionnement des munitions.
- 9. Il est essentiel de poursuivre les efforts visant à encourager l'adoption et l'utilisation des DTIM,** en accordant une attention particulière à la sensibilisation, à la programmation à long terme dans les cadres d'action nationaux ainsi qu'au développement d'une expertise technique durable en matière de munitions. Il est important de garder à l'esprit les capacités de l'État et mettre l'accent sur la réduction des plus grands risques /grandes menaces, en promouvant des approches ciblées.

2.2 CYCLE DE RESPONSABILITÉS ET D'OBLIGATIONS REDDITIONNELLES POUR LA GESTION SÛRE ET SÉCURISÉE DES MUNITIONS

Pour prévenir les explosions accidentelles et le détournement de munitions vers des utilisateurs non autorisés / non voulus, les approches de gestion des munitions classiques doivent être complètes afin de répondre aux risques en matière de sûreté et de sécurité. La gestion des munitions classiques est une entreprise aux multiples facettes qui va au-delà des mesures de gestion des stocks. Elle requiert le placement des efforts régionaux, nationaux et internationaux dans le cadre plus large de la chaîne d'approvisionnement afin d'encourager une gestion sûre, sécurisée et responsable des munitions classiques tout au long de leur cycle de vie, incluant les évaluations de risques avant transfert, la PSSM, et les activités de surveillance. En 2008, le Groupe d'experts gouvernementaux s'est concentré sur la PSSM, mais un système ou un cadre efficace de gestion des munitions nécessite une approche exhaustive et multidimensionnelle.

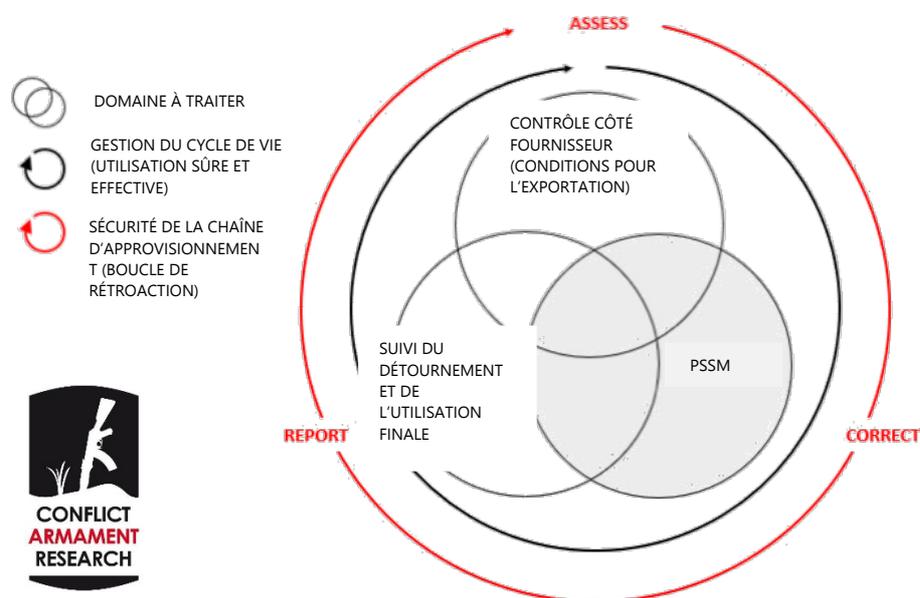


Figure 2 : Cycle de responsabilités et d'obligations redditionnelles pour la gestion sûre et sécurisée des munitions (Conflict Armament Research)⁵

⁵ Illustration tirée de *Conflict Armament Research* et adaptée à partir du groupe de travail sur la sécurité lors du premier séminaire thématique de l'UNIDIR et des discussions ouvertes lors du deuxième séminaire. Le cercle représentant la PSSM est ombragé pour indiquer qu'il a déjà été examiné par le Groupe d'experts gouvernementaux de 2008, alors que les contrôles de la surveillance et de l'approvisionnement ne l'ont pas été (N.B. : GAM signifie gestion des armes et des munitions). Le cycle intègre également l'approche GCVM.

Cette approche multidimensionnelle a été définie comme un cycle pour la gestion sûre et sécurisée des munitions (GSSM). Le cycle pour la GSSM devrait être un système interconnecté dans lequel chaque élément [évaluations de risques avant le transfert / contrôles côté fournisseur, gestion des armes et des munitions (GAM) et PSSM, et surveillance de l'utilisation finale et du détournement] complète et renforce les autres. Les principes et les éléments de chaque secteur du cycle seront analysés plus loin dans le présent rapport, mais il est important de noter que si une partie du cycle ne fonctionne pas, l'ensemble du système est défaillant, augmentant alors les risques et les menaces en matière de gestion des munitions classiques. En d'autres termes, si tous les secteurs ne sont pas englobés, fonctionnant conjointement et se renforçant mutuellement, le système échouera. Il est nécessaire de comprendre comment tous les éléments et les secteurs sont interconnectés et comment mieux intégrer chaque secteur dans le système. Il faudrait mettre d'avantage l'accent sur des recherches plus approfondies afin de comprendre la dynamique du système, ses liens et ses intersections.

Pour donner un exemple pratique de la façon dont le système devrait fonctionner, lorsque des évaluations des risques avant transfert sont réalisées de manière méticuleuse, les activités de surveillance et de diagnostic, qui sont étroitement liées, deviennent alors moins complexes. Avant l'autorisation du transfert, plus les renseignements sur la chaîne d'approvisionnement et les facteurs de demande sont nombreux, moins le risque de détournement est élevé. Les liens et les intersections entre les secteurs du cycle pourraient être renforcés par les programmes de GAM sur le terrain grâce à la coordination entre les acteurs (institutions nationales, exécutants de projets, organisations internationales spécialisées, donateurs, organisations de suivi, etc.)

En plus de définir les zones, les principes et les éléments du cycle de la GSSM, il est essentiel de différencier les types de détournement (perte de contrôle national, désertions, fuites de stocks, détournement appuyé par l'État, détournement en transit, etc.)⁶. Une typologie du détournement est importante parce que certains types de détournement peuvent être traités au niveau national, tandis que d'autres requièrent des efforts coordonnés de la part des États. En outre, il est préoccupant de constater que, sur la base des observations effectuées dans les zones touchées par un conflit, les méthodes permettant de dissimuler les détournements deviennent de plus en plus sophistiquées (marques oblitérées et faux emballages par exemple).

⁶ Typologie du détournement élaborée par *Conflict Armament Research*; voir <http://www.conflictarm.com/digests/diversion-digest-question-1/>.

2.3 AU-DELÀ DES STOCKS : L'ÉVALUATION DES RISQUES AVANT TRANSFERT POUR LA SÛRETÉ ET LA SÉCURITÉ

Des contrôles nationaux efficaces sur le transfert de munitions classiques sont nécessaires pour prévenir le détournement et les transferts illicites. Une évaluation de risques avant transfert efficace est un élément de sécurité essentiel afin d'empêcher le détournement de munitions tout au long de leur cycle de vie. L'objectif des évaluations de risques avant transfert ou des contrôles côté fournisseur est d'évaluer les risques de détournement tout au long de la chaîne d'approvisionnement et de garantir que seuls les utilisateurs autorisés soient en possession des munitions. Au cours du séminaire, les participants ont examiné les moyens et les méthodes permettant de procéder à une évaluation efficace des risques avant le transfert en vue d'identifier les étapes et les mesures de contrôle essentielles au niveau national, notamment les indicateurs de risque, les rôles et responsabilités, les systèmes de contrôle des utilisateurs finaux, les mécanismes de vérification et d'échange d'informations ainsi que les documents connexes⁷.

Le détournement peut se produire en n'importe quel point du cycle de vie des munitions et l'évaluation de risques avant transfert est considérée comme une mesure côté fournisseur qui complète la PSSM et les autres mesures. Une évaluation efficace des risques avant transfert tient compte des risques à différentes étapes du cycle de vie, intègre des indicateurs de risque servant de sonnettes d'alarme, repose sur des informations crédibles et fiables provenant de différentes sources en temps opportun, et contribue à un système responsable de gestion des munitions. Les principaux éléments à prendre en compte lors de l'évaluation de risques avant transfert sont les suivants⁸.

Accès à l'information

- la vérification de la crédibilité et de la légitimité de tous les acteurs – entreprises et individus – impliqués dans le transfert ;
- la tenue d'un registre / d'une base de données des transferts (exportation, importation, transit) et des acteurs impliqués dans le transfert (fabricants, agents, courtiers, transitaires, chargeurs, navires et avions ainsi que leurs exploitants, utilisateurs finaux, etc.) ;
- l'examen du rôle des fabricants, de l'industrie et des autres acteurs privés impliqués dans la chaîne d'approvisionnement, comprenant la coopération entre l'État et les acteurs privés et l'amélioration des programmes de conformité grâce à des programmes de sensibilisation ;

⁷ Il est important de noter que les évaluations de risques avant le transfert portent généralement sur les aspects liés à la sécurité. Toutefois, certaines considérations de sûreté pourraient être prises en compte lors de l'évaluation de risques avant transfert.

⁸ Présentation de Dumisani Dladla, Secrétariat du Traité sur le commerce des armes.

- l'accès à toutes les informations disponibles en temps voulu et de manière fiable, y compris les sources ouvertes, les informations et les renseignements gouvernementaux, les dossiers judiciaires, la documentation douanière, les licences antérieures, les données de l'industrie, les rapports des groupes d'experts des Nations Unies, les échanges d'informations (bilatéraux, régionaux et multilatéraux) et les informations provenant des organismes indépendants de surveillance ;
- l'examen des risques de détournement d'un itinéraire et de l'état des contrôles dans les États de transit et les États importateurs ; et
- l'évaluation de la stabilité politique dans l'État importateur et des possibles implications pour les régions et sous-régions, en accordant une attention particulière aux sanctions et embargos internationaux et internes.

Documentation

- la vérification et l'authentification des documents de transfert (documentation de l'utilisateur final, assurances, contrats, accords, engagements et spécifications techniques des biens) ;
- l'utilisation de systèmes de vérification avant livraison (au port de sortie) et après livraison (certificats, inspections, programmes de coopération, certificats de destruction) ; et
- la prise en considération de l'élaboration de listes de contrôle pour l'analyse de risques.

Communication et coopération

- la mise en place d'une communication fluide entre les États exportateurs et importateurs, ainsi qu'entre les autorités douanières et les autorités nationales en charge des licences ;
- la coordination des ministères afin de prévenir le détournement lors du transport et du transit ; et
- la reconnaissance de la coopération régionale en tant que facteur important lors des évaluations de risques avant transfert – tous les États n'ont pas le même niveau de contrôle.

Évaluation technique

- l'analyse des biens et de leur adéquation à l'utilisateur final (quantités en fonction des besoins) ;
- la compréhension de la nature des munitions (les munitions d'armes légères peuvent présenter un risque plus élevé de détournement) ;
- la prise en considération des mesures d'atténuation des risques (y compris les exigences en matière de marquage).

Les discussions du séminaire suggèrent que le risque de détournement peut être réduit et atténué de manière efficace. L'accent a été mis sur l'évaluation des listes de surveillance, des activités inhabituelles, des intermédiaires peu familiers, des itinéraires et des lieux de réception inhabituels. De plus, les participants ont souligné l'importance de trouver des preuves de détournement pour soutenir les refus d'exportation des autorités en charge des licences (profit *vs* preuve de détournement). Il faut toutefois rester conscient que, si un re-transfert était envisagé, le cycle recommencerait.

Les clauses de la documentation de l'utilisateur final (consentement écrit, interdiction, notification, etc.) ont été identifiées comme l'un des facteurs d'atténuation les plus efficaces. Les recherches montrent que les exportateurs demandent de plus en plus d'assurances dans les certificats d'utilisateur final. Lorsqu'on ces assurances à une mesure de vérification après la livraison, cette mesure devient plus efficace. Ainsi, l'établissement d'un lien entre les évaluations de risques avant transfert et les activités de surveillance du détournement peut améliorer le système.

2.4 SÉCURITÉ PHYSIQUE ET GESTION DES STOCKS

Le détournement de munitions classiques vers les marchés, groupes et individus illicites constitue une grave menace pour la paix et la sécurité. Le détournement de munitions classiques peut être dû, entre autres, à des fuites, à des vols ou à des pertes à cause du relâchement des pratiques de gestion des stocks de munitions. En outre, les munitions mal gérées présentent un risque critique pour la sûreté en raison des explosions accidentelles dans les dépôts de munitions. L'insécurité des stocks de munitions nationaux conduit également à des transferts illicites de munitions et d'explosifs à travers les frontières nationales et peut entraîner une instabilité régionale. Par exemple, des munitions en provenance de Libye ont été trouvées dans toute l'Afrique du Nord et jusqu'en Syrie. Le séminaire a exploré les défis et les opportunités afin de prévenir et de réduire les risques et les menaces liés à la sécurité et à la sûreté associés aux munitions classiques dans le contexte de la PSSM.

L'importance de la législation nationale, des réglementations, des structures institutionnelles et de l'adhésion politique au plus haut niveau a été reconnue. En effet, elles sont essentielles pour la mise en place de stratégies, politiques, procédures et pratiques efficaces en matière de PSSM. Une approche descendante de la sécurité des munitions a été jugée nécessaire pour fournir des directives provenant du plus haut niveau de gouvernement, au personnel responsable de la livraison de la capacité militaire, aux unités opérationnelles et aux zones

de stockage des munitions.

En outre, il est fondamental que les surplus et les stocks inutilisables soient considérés comme des handicaps plutôt que comme des avantages et que les munitions soient perçues non seulement comme un danger mais aussi comme un coût. Comme cela a été décrit dans le précédent séminaire, les surplus sont un résultat d'un système de gestion des munitions qui fonctionne bien. La prise en considération de ces surplus et stocks inutilisables est essentielle pour réduire les risques en matière de sûreté et de sécurité⁹. Les munitions deviennent plus dangereuses avec l'âge et la détérioration des matériaux énergétiques peut se produire sans qu'aucun indice extérieur ne soit perceptible. Les incendies dus à la combustion spontanée de propergols militaires demeurent une cause majeure d'explosions accidentelles.

En matière de sécurité, les conflits, et plus particulièrement le manque de sécurité pendant et après les opérations, sont une cause fréquente de détournement de stocks. Parmi les exemples récents, il est possible de citer l'Iraq, la Syrie, le Yémen et la Libye, où l'utilisation de munitions militaires hautement explosives a été documentée dans la fabrication d'engins explosifs improvisés. Toutefois, le détournement des stocks pourrait se produire au moment de la fabrication, pendant le transit, pendant les opérations, sur le champ de bataille, pendant l'entraînement, pendant le stockage, ou pendant les processus d'élimination. Il peut être aggravé par des facteurs tels qu'une sécurité physique médiocre, une mauvaise gestion des munitions, des mesures de contrôle et de surveillance inadéquates, un sens éthique peu développé ou la corruption.

De plus, il existe un aspect économique à prendre en compte dans le détournement de munitions. Les munitions constituent des biens coûteux et possèdent une valeur marchande. Les systèmes portatifs de défense antiaérienne sont en particulier un produit de grande valeur et très recherché, et il ne faut pas sous-estimer la valeur à la casse des cartouches en laiton, des ceintures de forçement en cuivre et des composants de projectiles en aluminium. D'autre part, il y a un aspect économique à prendre en compte dans la lutte contre détournement de munitions. Il est essentiel de garantir une rémunération adéquate et un contrôle approprié du personnel en charge des stocks.

⁹ L'important est de connaître les nécessités, les disponibilités, l'état et l'usage qui va en être fait.

Soutien aux projets de sécurité physique et aux mesures de réduction des stocks. Un petit investissement peut apporter des avantages à long terme et durables : investir dans le personnel plutôt que dans des mesures de sécurité électronique. Les clôtures marquent bien les limites, mais elles doivent être surveillées ou patrouillées. Au cours de la discussion, il a été dit qu'« un homme et un chien bien entraînés peuvent faire plus que la technologie », ce qui renforce l'idée que des mesures de sécurité pratiques et simples peuvent être très efficaces et que l'éducation et le transfert des connaissances sont importants.

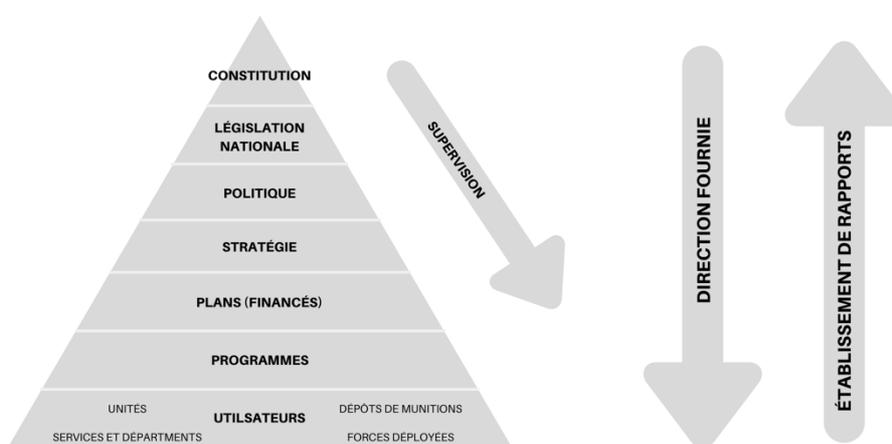


Figure 3 : Surveillance nationale de la PSSM¹⁰

En matière de sécurité des munitions classiques, il y a deux approches de base à envisager : 1) réduire le risque d'une explosion accidentelle; et 2) atténuer les effets d'une explosion accidentelle dans le cas où elle se produirait. L'utilisation des DTIM et de bonnes pratiques de gestion des munitions sont fondamentales pour la sûreté des munitions. En particulier, une gestion méticuleuse des types de munitions ainsi que des quantités stockées dans des endroits spécifiques pourrait considérablement atténuer les effets d'une explosion accidentelle, si elle se produisait. Les experts ont déclaré que s'il n'y avait qu'une mesure à prendre, le plus important pour assurer la sûreté serait de comprendre et d'appliquer les principes de quantité et distance de séparation pour les explosifs, y compris lors des opérations de paix.

¹⁰ Illustration adaptée par l'UNIDIR issue d'une présentation du colonel Joe H. Palmer, Afrique du Sud, lors du deuxième séminaire thématique de l'UNIDIR.

L'utilisation des DTIM est fondamentale pour parvenir à un stockage sûr des munitions et pour réduire la fréquence des explosions accidentelles dans les dépôts de munitions. En ce sens, les agences des Nations Unies travaillant sur le terrain, le programme SaferGuard des Nations Unies et l'Équipe consultative pour la gestion des munitions (AMAT)¹¹ pourraient s'avérer essentiels pour soutenir l'utilisation des DTIM et pour relever certains des défis identifiés. Dans le futur, il sera important de se concentrer sur les points suivants :

- la mise en pratique des DTIM peut s'avérer décourageante, en particulier dans les zones à faible capacité et les zones de conflit ;¹²
- la réévaluation de l'importance de la quantité d'explosifs et des distances de séparation doit être mise en œuvre lors de la prochaine révision des DTIM ;
- la prise de mesures pour réduire l'ampleur d'un potentiel événement maximal plausible par l'application des principes de quantité et distance de séparation pour les explosifs¹³ ; et
- l'utilisation des guides récemment publiés par le programme SaferGuard de l'ONU pourrait être utile.¹⁴

2.5 ACTIVITÉS DE SURVEILLANCE ET DE DIAGNOSTIC

Il est essentiel d'identifier avec précision le point de détournement pour prévenir tout détournement futur. La plupart des munitions illicites sont légalement fabriquées ou importées, puis détournées vers le marché illicite. La surveillance, le suivi et la notification systématiques des munitions le long des chaînes d'approvisionnement – afin de déterminer le point de détournement – constituent des éléments cruciaux pour la sécurité des munitions classiques. Les experts ont examiné les moyens et les méthodes permettant de surveiller et d'établir des rapports concernant les flux de munitions illicites, en vue de définir les principales étapes et mesures de contrôle aux niveaux national, régional et multilatéral.

¹¹ Voir le site internet de l'*Ammunition Management Advisory Team* : <https://www.amat.org/>

¹² Voir la publication de SaferGuard des Nations Unies élaborée par l'UNIDIR, « Utilizing the IATG in Conflict-Affected and Low-Capacity Environments » : <http://www.unidir.org/files/publications/pdfs/utilizing-the-international-ammunition-technical-guidelines-in-environnement-affecté-par-les-conflits-et-à-faible-capacité-en-749.pdf>.

¹³ Pour en savoir plus sur les distances en fonction des quantités, voir IATG 02.20 Quantité et distances de séparation sur <https://s3.amazonaws.com/unoda-web/wp-content/uploads/2019/05/IATG-02-20-Quantity-and-Separation-Distances-V-2.pdf>

¹⁴ Voir le site internet dédié au programme SaferGuard : <https://www.un.org/disarmament/un-saferguard/>.



Figure 4 : Exemple d'une estampe de culot sur une munition d'armes légères en République dominicaine.¹⁵



Figure 5 : Exemples de munitions marquées et de marquages par estampe de culot sur des munitions pour armes légères et de petit calibre trouvées lors d'attaques terroristes au Mali.¹⁶

Ils ont invité le Groupe d'experts gouvernementaux à se pencher en 2020 sur les questions de terminologie et de définitions pour le traçage, le profilage, la surveillance et les termes connexes.

Le traçage des munitions est possible, et il devrait être utile pour les stratégies de prévention. L'absence de traçage et de profilage des munitions perpétue les conflits armés et la violence armée. Cette absence permet également aux utilisateurs non autorisés de rester impunis pour leurs actes illégaux, alimentant ainsi le cycle de l'impunité. Le traçage et le profilage des munitions sont techniquement réalisables dans les contextes de conflit armé et de violence armée, sous certaines conditions. Des recherches plus poussées dans ce domaine permettraient de déterminer les conditions préalables, les exigences et les contextes dans lesquels le traçage/profilage des munitions est plus efficace.

Même lorsque les munitions d'armes légères et de petit calibre (ALPC) ne sont pas emballées, il est possible d'établir des axes d'enquête de produire du renseignement stratégique et tactique à partir des estampes et des autres marques. En outre, les experts du séminaire ont apporté la preuve qu'il est possible d'un point de vue technique et économique de marquer des cartouches individuelles de munitions d'armes légères sur le culot (voir les figures 4 et 5) et dans la cannelure d'extraction. Cela a été, par exemple, le cas des munitions d'armes légères marquées pour les forces de l'ordre et les forces armées au Brésil (voir figure 6).

¹⁵ Voir l'étude du Centre régional des Nations Unies pour la paix, le désarmement et le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes (UNLIREC) : http://www.unlirec.org/Documents/Amm_Contro_Practices.pdf.

¹⁶ Présentation de Nils Anders, Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).



Figure 6 : Exemple de marquages laser sur une munition d'arme légère par la Police fédérale du Brésil. ¹⁷

La coopération reste essentielle pour soutenir la mise en œuvre des activités de surveillance des détournements et de traçage. En l'absence d'activités de surveillance et de diagnostic, les gouvernements nationaux procédant à des évaluations de risques avant transfert ne savent pas si leurs munitions sont détournées. Ces activités s'articulent autour des processus, des structures et des programmes de gestion des armes et des munitions, et elles nécessitent de larges ressources. Il a également été noté que l'instrument international de traçage constituait un mécanisme efficace pour les bureaux centraux des forces de l'ordre au niveau de l'État et d'Interpol dans les cas de criminalité, et qu'il était nécessaire de mener davantage d'études sur le traçage des munitions.

Dans le domaine de la surveillance de l'utilisation finale / l'utilisateur final, les activités sont parfois faites de manière aléatoire ou fondées sur des évaluations de risques. Le programme Blue Lantern des États-Unis, entre autres, fournit un exemple d'activités de surveillance et de diagnostic utilisant les évaluations de risques avant transfert menées par le Département d'État américain. Le programme vérifie les destinataires et les utilisateurs finaux étrangers, confirme la réception, l'élimination des articles exportés, l'utilisation finale ainsi que la conformité aux assurances et aux exigences. Les mesures pratiques du programme comprennent des indicateurs de risque de base, des contrôles physiques, des appels téléphoniques et des enquêtes de source ouverte. ¹⁸

¹⁷ Photographie de la *Companhia Brasileira de Cartuchos* présentée par Marcus Vinicius Da Silva Dantas, Commissaire de la police fédérale, Direction des enquêtes et de la lutte contre la criminalité organisée, Brésil.

¹⁸ Présentation du programme Blue Lantern, Département d'État des États-Unis.

Le programme surveille un échantillon des livraisons, en fonction d'une analyse de risques, ce qui permet un usage ciblé des ressources.

Comment les activités de surveillance et de traçage fonctionnent-elles dans la pratique ? Les principes et les éléments pratiques à prendre en compte lors des activités de surveillance et de diagnostic sont les suivants :

- lors de l'enregistrement des informations, il est essentiel d'identifier qui, quoi, où et quand ;
- déterminer les caractéristiques techniques des munitions trouvées : calibre, quantité par calibre, matériaux, marquages ;
- prendre des photos et des notes manuscrites concernant les éléments à analyser ;
- établir un système de collecte de données : il n'a pas besoin d'être sophistiqué et les collecteurs de données peuvent partager les informations par courriel ou par messagerie ;
- conserver les informations de manière centralisée au sein d'une base de données à des fins d'analyse : des feuilles de calcul pourraient suffire ;
- garder à l'esprit qu'une information peut être corrélée à une autre : il est important d'avoir une vue d'ensemble grâce aux renseignements stratégiques et tactiques ;
- prêter attention aux munitions spécifiques apparaissant exclusivement dans les attaques terroristes (et non dans d'autres crimes) ;
- rechercher les éventuels liens entre un conflit ou un acteur et les munitions trouvées sur les lieux d'un crime entre lesquels aucun lien n'a encore été établi; et
- transférer les informations aux entités adéquates afin de faciliter la traçabilité et d'éclairer les évaluations de risques avant transfert.

Outre les principes et les éléments décrits, il est nécessaire pour définir des axes d'enquête solides de surveiller les saisies dans différents États et d'établir des modèles d'itinéraires, de quantités, de marques, de types de munitions, d'origine et de destination. De plus, pour mener à bien les enquêtes internationales en matière de trafic illicite, des mécanismes d'échange d'informations et de coopération internationale doivent être mis en place et fonctionner, et lorsque des munitions détournées sont découvertes, les États doivent être entreprenant dans le lancement d'enquêtes.

2.6 CADRES ET APPROCHES RÉGIONAUX

Dans leurs dispositions, plusieurs instruments régionaux traitent des munitions classiques. Cependant, ils sont relativement fragmentés et leur portée et leur application varient. Les contrôles des munitions sont une omission flagrante des cadres et instruments actuels en matière de contrôle des

armements classiques aux niveaux international et régional.

Soit les instruments internationaux et régionaux actuels omettent complètement les munitions, soit ils ne les traitent que partiellement, en termes de champ d'application et de composition¹⁹. La résolution 72/55 offre aux États diverses options pour explorer les approches régionales et sous-régionales de la gestion des munitions classiques. Au cours du séminaire, les expériences régionales et sous-régionales ainsi que les voies et approches régionales envisageables pour renforcer la gestion sûre, sécurisée et responsable des munitions classiques ont été examinées. Des représentants du Ghana et du Centre de documentation d'Europe du Sud-Est et de l'Est sur la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre (SEESAC) ont réalisé des présentations lors du séminaire.

Les instruments régionaux pourraient être utiles pour déterminer les besoins nationaux en matière de gestion des munitions. Un instrument mondial et universel pourrait contribuer à faire en sorte qu'un langage commun, établissant, d'une part, un « plancher » d'exigences minimales et servant, d'autre part, à la fois de catalyseur et d'outil de surveillance de l'action, soit établi pour l'ensemble des gouvernements nationaux. Les approches régionales, elles, pourraient appuyer les efforts des États vers un objectif politique plus large au niveau multilatéral. Les instruments régionaux et sous-régionaux peuvent en effet servir de pierres angulaires potentielles – ou d'éléments constitutifs – permettant d'élaborer une réponse solide aux omissions actuelles en matière de contrôle des munitions dans les cadres internationaux collectifs.

Des feuilles de route complètes au sein des cadres régionaux existants ou futurs constituent une bonne base pour les approches régionales en matière de munitions. Cependant, il faudra peut-être que chaque sous-région étudie la possibilité de les reproduire, compte tenu des différents contextes. Les meilleures pratiques issues d'approches régionales peuvent aider à combler les lacunes actuelles en matière de capacités au niveau mondial. Ces approches devraient comprendre un plan de mise en œuvre régional, une approche régionale de réduction des stocks ainsi qu'une feuille de route vers une solution durable. Au cours du séminaire, la feuille de route pour une solution durable contre la possession illégale, l'utilisation abusive et le trafic de ALPC dans les Balkans occidentaux a été présentée comme une initiative intégrant des aspects de la gestion des munitions classiques au niveau régional.

¹⁹ Tous les États d'une région ne font pas nécessairement partie d'un instrument ou d'un accord régional.

L'initiative présentait des objectifs et des indicateurs de performance clairement définis afin de surveiller les progrès (voir la figure 7).



Figure 7 : Objectifs de la feuille de route sur les ALPC dans les Balkans occidentaux²⁰

2.7 LIGNES DIRECTRICES POUR SOUTENIR LES OPÉRATIONS DE GESTION DES MUNITIONS

Les DTIM fournissent un ensemble complet de mesures élaborées à l'échelle internationale pour la gestion des stocks de munitions classiques. Les efforts en cours pour mettre en œuvre les DTIM doivent être intensifiés afin de faciliter les opérations de gestion des munitions.

À cet égard, la résolution 72/55 permet de réaffirmer la nécessité d'une action internationale dans les secteurs qui ont déjà été définis par les DTIM. En outre, la résolution 72/55 et l'action 22 de l'Agenda pour le désarmement du Secrétaire général²¹ encouragent une large utilisation des DTIM.

²⁰ Présentation d'une feuille de route pour une solution durable contre la possession illégale, l'utilisation abusive et le trafic d'ALPC dans les Balkans occidentaux d'ici 2024 par le SEESAC avec le soutien des gouvernements allemand, français et de l'Union européenne, Alain E. Lapon.

²¹ Voir l'information sur l'Action 22 de l'Agenda pour le désarmement du Secrétaire général : <https://www.un.org/disarmement/sg-agenda/fr/action/22>.

Les rôles du programme des Nations Unies SaferGuard et de l'équipe consultative pour la gestion des munitions récemment créée semblent cruciaux pour fournir un soutien technique durable et effectif aux États qui développent et améliorent leurs opérations de gestion des munitions. Au cours des séminaires, il a été souligné que seule une partie de l'aide actuellement fournie est basée sur les DTIM et que toutes les initiatives d'aide et de coopération internationales ne visent pas l'objectif premier : la durabilité.

Pour assurer la durabilité, de nouveaux documents d'orientation ont été publiés²². Les traductions en espagnol et en français des DTIM et de la boîte à outils SaferGuard des Nations Unies seront achevées en janvier 2020, et l'équipe consultative de gestion des munitions et le programme des Nations Unies SaferGuard mèneront des activités de sensibilisation par l'intermédiaire des centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement. Néanmoins, l'utilisation efficace des DTIM et leur traduction en procédures et processus opérationnels nationaux ne résoudront pas l'ensemble des problèmes liés au détournement de munitions classiques et des efforts internationaux supplémentaires sont nécessaires.

²² Voir les publications SaferGuard des Nations Unies : « Chemin critique pour la mise en œuvre des IATG : le guide », « Guide pour l'élaboration de normes nationales sur la gestion des munitions » et « Utilizing the International Ammunition Technical Guidelines in Conflict-Affected and Low-Capacity Environments », <https://www.un.org/disarmament/un-saferguard/>



© UNIDIR/Manuel Martinez Miralles

Une usine de munitions au Pérou

3 Conclusions du séminaire

Pour s'attaquer efficacement aux problèmes en matière de gestion des munitions classiques, certains facteurs méritent une attention particulière aux niveaux international, régional et national :

- **Le problème des munitions est de portée mondiale**, chaque État est confronté à des défis en matière de sûreté et de sécurité. Les coûts économiques, sociaux et sanitaires de la violence armée et des conflits armés engendrés par des munitions détournées, mal gérées et mal utilisées sont connus et documentés. Cependant, des efforts doivent encore être fournis à tous les niveaux.
- **Les deux principaux problèmes identifiés pour la gestion des munitions classiques sont les risques pour la sûreté et la sécurité.** Les efforts doivent être axés sur la réduction de la probabilité et la limitation des conséquences des explosions accidentelles et du détournement de munitions vers des utilisateurs non voulus. Il faut mettre l'accent sur les mesures de sécurité et de lutte contre le détournement.
- **Le cycle de responsabilités et d'obligations redditionnelles pour la gestion sûre et sécurisée des munitions a été défini comme une solution permettant de couvrir l'ensemble du cycle des munitions.** Il comprendrait trois secteurs différenciés : l'évaluation de risques avant transfert, la GAM et la PSSM, ainsi que les activités de surveillance et de diagnostic.

- **Des éléments pour chacun des trois secteurs susmentionnés doivent être identifiés et des principes doivent être définis, convenus et mis en œuvre** par les États afin d'obtenir un résultat positif :
 - **évaluation de risques avant transfert** : élaboration de listes de contrôle, registres, procédures de vérification et d'authentification, indicateurs des risques de détournement, mécanismes d'échange d'informations et de mesures d'atténuation ;
 - **GAM et PSSM** : surveillance de la GAM, adhésion politique, appropriation nationale, plans de sécurité, contrôle du personnel, mesures de sécurité physique, comptabilité, conservation des données et détermination du surplus ; et
 - **surveillance et diagnostic** : mécanismes de détection, traçage, profilage et établissement de rapports.
- La nature internationale de la problématique transcende les frontières nationales (flux transnationaux illicites, transferts, re-transferts, nécessité de mécanismes d'échange d'informations, etc.). Des réponses coordonnées sont donc essentielles.
- **Un effort de coopération internationale est nécessaire pour faire face au nombre de morts résultant du détournement et de l'emploi abusif de munitions.** Un cadre spécifique au niveau international pourrait déboucher sur des actions régionales, sous-régionales et nationales et faciliter la mise en place de systèmes nationaux adéquats.

RAPPORT DU TROISIÈME SÉMINAIRE THÉMATIQUE

Ce rapport présente les conclusions du troisième d'une série de séminaires organisés dans le cadre du projet de l'UNIDIR intitulé « Définir et éclairer les principaux enjeux et processus relatifs à la gestion des munitions classiques ». Ce séminaire a eu lieu le 20 mai 2019 à New-York.

Ce projet vise à faciliter le dialogue et à formuler des idées pour aider les États à définir les principaux enjeux et les informer sur les processus pertinents en matière de gestion des munitions classiques, sur lesquels des progrès peuvent être réalisés aux niveaux national, régional et multilatéral. Les éléments et conclusions de cette série de séminaires sont adaptés à la préparation des États en vue des consultations ouvertes et informelles organisées dans le cadre de la résolution 72/55, ainsi qu'à d'autres initiatives pertinentes en matière de gestion des munitions classiques.



UNIDIR

